

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.14/278  
29 janvier 1964  
FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième session  
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire révisé

LA MISE EN OEUVRE EN AFRIQUE DES  
RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
SUR LA REFORME AGRAIRE, PARTICULIEREMENT DANS LE CADRE DE LA CEA

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
OBJET ET PORTEE DE L'ETUDE	1
REFORME AGRAIRE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2
LA NOTION DE REFORME AGRAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	3
LES RESOLUTIONS DES NATIONS UNIES CONCERNANT LA REFORME AGRAIRE	5
MESURES A PRENDRE PAR LES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES	6
A. Demandes d'assistance technique	6
B. Mesures nationales de réforme agraire	7
C. Collaboration des gouvernements avec les Nations Unies pour la préparation des rapports sur les conditions existantes et sur les besoins en matière de programmes de réforme agraire	10
D. Financement des programmes de réforme agraire	11
E. Création d'instituts nationaux de réforme agraire	11
F. Respect de l'équité économique, politique et sociale	11
MESURES A PRENDRE PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET PAR SES INSTITUTIONS SPECIALISEES	12
A. Rapports	12
B. Etudes	13
C. Assistance technique	14
D. Organisation de groupes d'étude et de cycles d'étude	15

E. Diffusion de renseignements	<u>Page</u> 16
F. Création d'instituts régionaux de réforme agraire	16
MESURES A PRENDRE PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	17
APERÇU DES ACTIVITES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE SES INSTITUTIONS SPECIALISEES CONCERNANT LA REFORME AGRAIRE EN AFRIQUE	18
A. Organisation des Nations Unies	18
B. Commission économique pour l'Afrique	21
C. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	23
D. Organisation internationale du travail	26
E. Fonds spécial des Nations Unies	27
F. Banque internationale pour la reconstruction et le développement	27
RESUME ET RECOMMANDATIONS	28
ANNEXES	
1. Résolutions de l'Assemblée générale sur la réforme agraire	14 pages
2. Résolutions du Conseil économique et social sur la réforme agraire	13 pages

LA MISE EN ŒUVRE EN AFRIQUE DES RÉSOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES SUR LA RÉFORME AGRAIRE, PARTICULIÈREMENT DANS  
LE CADRE DE LA CEA 1/

OBJET ET PORTEE DE L'ETUDE

1. A sa cinquième session, tenue à Léopoldville en février et en mars 1963, la Commission économique pour l'Afrique a décidé d'incorporer le projet suivant au programme de travail de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture :

"En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, entreprendre des études sur l'application en Afrique de la réforme agraire, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies."

2. Les résolutions relatives à la réforme agraire que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont adoptées appellent diverses mesures à prendre par les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organismes internationaux. Or, la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance assez récemment et souvent leur position au sujet de la réforme agraire n'est pas encore cristallisée. La Commission économique pour l'Afrique, dont la création date de la fin de 1958, est encore, de son côté, occupée à élaborer son programme de travail en matière de réforme agraire, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organismes internationaux. On s'efforcera donc dans la présente étude d'analyser les résolutions des Nations Unies sur la

---

1/ Dans la présente étude on a dans quelques cas modifié la lettre des résolutions des Nations Unies, pour l'adapter au contexte.

réforme agraire, pour dégager le genre de mesures à attendre de ceux qui ont pour mission de formuler et de faire appliquer des dispositions relatives à la réforme agraire, et pour préciser les responsabilités qui leur incombent. On en tirera des éléments permettant d'évaluer les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la réforme agraire et de formuler des suggestions concernant l'action future en Afrique des gouvernements et des organisations internationales.

3. Il y a tout d'abord lieu de signaler que la tâche essentielle de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées a trait au développement économique et social des Etats membres. Le temps, les efforts et les moyens consacrés à cette tâche sont sans précédents. Cependant, il s'agit d'une entreprise de longue haleine, qui occupera les Nations Unies pendant de nombreuses années encore.

#### REFORME AGRAIRE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

4. Dans un grand nombre de pays en voie de développement, en Afrique spécialement, l'accélération du rythme de croissance économique impose au début du développement des mesures de réforme agraire visant à transformer les structures. Des programmes judicieux de réforme agraire peuvent inciter les exploitants agricoles à adopter de meilleures méthodes et à accroître la productivité agricole, ce qui a pour effet d'élever le revenu par habitant et partant, de permettre une augmentation de l'investissement privé et une amélioration de la répartition du revenu. Une vigueur nouvelle étant ainsi communiquée à l'agriculture, celle-ci se trouvera en mesure de contribuer au développement économique et social du pays tout entier en procurant en particulier aux autres secteurs de l'économie : i) de la main-d'oeuvre, ii) des débouchés pour les produits manufacturés et iii) les denrées alimentaires dont a besoin la population non agricole toujours plus nombreuse et aussi des capitaux provenant des exportations de produits agricoles, qui permettront l'achat à l'étranger des biens d'équipement que requiert le développement industriel.

5. Il y a lieu aussi de signaler dès maintenant que, si l'un des facteurs les plus importants qui influent sur le niveau de vie dans les pays en voie de développement est la structure agraire ou le cadre organique de la production agricole, la réforme agraire ne saurait néanmoins être tenue pour une panacée qui assurera le développement économique. Il faut plutôt y voir un catalyseur capable d'accélérer ce développement et ne pas oublier que la réforme agraire doit être assortie d'un plan détaillé prévoyant une utilisation différente des ressources et la mise en route d'activités non agricoles.

6. Les caractéristiques les plus courantes de la structure et de l'organisation agraire dans un grand nombre de pays sous-développés, et spécialement en Afrique, sont les suivantes :

- a) exploitations trop petites pour être rentables;
- b) insécurité de jouissance (y compris dans le mode de faire valoir en régime commun);
- c) méthodes de culture surannées;
- d) insuffisance du crédit et de la commercialisation;
- e) chômage et sous-emploi généralisés;
- f) appauvrissement du sol;
- g) sous-alimentation généralisée;
- h) insuffisance des services publics (santé, enseignement, etc.) en milieu rural;
- i) production agricole en majeure partie non adaptée au marché.

#### LA NOTION DE RÉFORME AGRAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

7. La réforme agraire, telle que l'Organisation des Nations Unies l'a définie, n'est pas uniquement, comme on l'interprète souvent, une redistribution des terres. Elle prévoit une multitude d'autres mesures. En raison des différences considérables qui existent entre les pays en voie de développement, en ce qui concerne particulièrement la relation de la densité de la population à la quantité de terres et d'autres ressources

disponibles, aucune mesure particulière ou série de mesures ne saurait convenir dans tous les cas. La notion de réforme agraire de l'Organisation des Nations Unies est donc très large. On considère la réforme agraire comme constituant "un programme intégré de mesures pour éliminer les obstacles que les défauts de la structure agraire opposent au développement économique et social. Entrent notamment dans ce programme :

- a) les mesures offrant la possibilité de devenir propriétaire;
- b) les mesures destinées à favoriser la colonisation agricole et à assurer la sécurité de jouissance;
- c) l'amélioration du régime de location des terres; par exemple, réduction des fermages excessifs et abolition des contrats de métayage;
- d) l'amélioration des conditions et des possibilités d'emploi pour la main-d'oeuvre agricole;
- e) la protection des cultivateurs en régime tribal, en régime commun, ou sous d'autres régimes traditionnels;
- f) la constitution d'exploitations d'une superficie rentable - remembrement;
- g) l'enregistrement des droits fonciers;
- h) le développement du crédit agricole et la réduction de l'endettement;
- i) l'encouragement aux organisations coopératives agricoles;
- j) l'organisation de services de machines agricoles;
- k) la politique fiscale et financière relative à la réforme agraire, notamment les mesures fiscales pour encourager une meilleure utilisation et une meilleure répartition des terres;
- l) le régime foncier en ce qui concerne certains aspects de la sylviculture;
- m) les mesures tendant à favoriser l'utilisation équitable de ressources en eau restreintes;

- n) d'autres mesures connexes, par exemple la création ou l'extension de services de recherche ou d'enseignement agricoles<sup>1/</sup>.

Les projets de réforme agraire doivent également être associés à des activités relevant de domaines connexes, tels que commercialisation, vulgarisation, développement communautaire, mise en valeur des terres et des eaux.

#### LES RESOLUTIONS DES NATIONS UNIES CONCERNANT LA REFORME AGRAIRE

8. Des mesures de réforme agraire de divers types sont appliquées depuis l'antiquité. Toutefois, ce n'est qu'un peu avant 1950 que les Nations Unies ont entrepris systématiquement de préconiser et de promouvoir des programmes de réforme agraire dans le cadre du développement économique. Depuis lors les Nations Unies ont adopté les résolutions suivantes relatives au développement économique :

Résolutions de l'Assemblée générale : 45(I), 52(I), 198(III), 200(III), 209(III), 304(IV), 305(IV), 306(IV) et 307(IV).

Résolutions du Conseil économique et social : 1(III), 6(III), 26(IV), 27(IV), 29(IV), 32(IV), 36(IV), 37(IV), 51(IV), 103(VI), 106(VI), 109(VI), 139(VII), 140(VII), 179(VIII), 180(VIII), 184(VIII), 222(IX), 223(IX), 225(IX), 268(X), 294(XI), 297(XI) et 321(XI).

9. On peut dire que c'est en 1950 que les Nations Unies ont commencé à s'occuper spécialement de la réforme agraire. Depuis lors elles ont adopté les résolutions suivantes :

Résolutions de l'Assemblée générale : 401(V) du 20 novembre 1950, 524(VI) du 12 janvier 1952, 625 A (VII) du 21 décembre 1952, 826(IX) du 11 décembre 1954, 1426(XIV) du 5 décembre 1959 et 1526(XV) du 15 décembre 1960.

---

<sup>1/</sup> Nations Unies, Progrès de la réforme agraire, Premier rapport, New York, 1954 (Numéro de vente : 1954. II.B.3).

Résolutions du Conseil économique et social : 370(XIII) du 7 septembre 1951, 512(XVII) du 30 avril 1954, 649 B (XXIII) du 2 mai 1957 et 712(XXVII) du 17 avril 1959.

10. Ces résolutions recommandent aux gouvernements, à l'Organisation des Nations Unies, à diverses institutions et à d'autres organisations internationales de prendre des mesures dans le domaine de la réforme agraire.

#### MESURES A PRENDRE PAR LES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

11. Les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social invitent instamment les gouvernements des Etats Membres, ceux des pays en voie de développement en particulier, à prendre les mesures suivantes pour ce qui est de l'élaboration et de l'exécution de programmes de réforme agraire.

##### A. Demandes d'assistance technique

12. Les gouvernements sont invités instamment à profiter des moyens que met à leur disposition le programme élargi des Nations Unies pour l'assistance technique de façon à s'entourer d'avis sur la planification des techniques pour mettre au point des mesures appelées à améliorer leur situation agricole. Ces mesures sont :

- 1) réalisation d'une réforme agraire appropriée
- 2) offre d'une assistance financière aux travailleurs agricoles et aux fermiers, ainsi qu'aux petits et moyens agriculteurs au moyen d'une politique de crédit agricole à bon marché, d'une assistance technique étendue et de l'encouragement à la création de coopératives rurales
- 3) construction ou extension, soit par l'action directe des pouvoirs publics, soit par l'intermédiaire de groupes coopératifs dûment financés :
  - a) de petites usines et d'ateliers pour la construction, l'entretien, la réparation et le service des machines agricoles les plus indispensables et de magasins de pièces de rechange;

b) d'entreprises locales pour la transformation des produits agricoles.

- 4) politiques fiscales de nature à alléger dans la plus grande mesure possible le fardeau fiscal qui pèse sur les fermiers et sur les petits et moyens agriculteurs et
- 5) mesures destinées à favoriser les exploitations agricoles familiales ou coopératives et autres mesures tendant à améliorer la stabilité de la jouissance des terres et à favoriser le bien-être des travailleurs agricoles et des fermiers, ainsi que celui des petits et moyens agriculteurs.

B. Mesures nationales de réforme agraire

13. Les gouvernements sont invités à mettre en oeuvre les recommandations suivantes formulées dans la résolution 370(XIII)<sup>1/</sup> du Conseil économique et social du 7 septembre 1951, dans la mesure où elles s'appliquent aux conditions économiques et financières particulières à leur pays, à l'effet :

- 1) d'étudier le rapport du Secrétaire général<sup>2/</sup> afin de tenir pleinement compte de l'expérience acquise par d'autres pays dans l'exécution de leurs propres plans de développement économique;
- 2) d'instituer des réformes agraires appropriées dans l'intérêt des agriculteurs sans terre ainsi que des petits et moyens cultivateurs;
- 3) de prendre celles des mesures suivantes qu'ils jugent appropriées aux circonstances existant dans leur pays :
  - a) mettre celui qui cultive la terre à l'abri de l'insécurité en ce qui concerne le droit qu'il a sur la terre pour qu'il soit encouragé à améliorer la productivité de la terre et à en conserver les ressources et qu'il ait la possibilité de bénéficier d'une part équitable de sa production;

---

<sup>1/</sup> Confirmée par les résolutions 401(V) et 524(VI) de l'Assemblée générale.

<sup>2/</sup> Nations Unies, La réforme agraire - Les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique, New York, 1951.

- b) donner au cultivateur la possibilité de devenir propriétaire du sol;
- c) favoriser la constitution de terres affermées en exploitations d'une superficie telle que le rendement en soit satisfaisant;
- d) instituer pour les terres non exploitées ou récemment asséchées ou défrichées un régime d'exploitation sûr et équitable qui permette notamment à l'exploitant d'acquérir la propriété de parcelles telles qu'une famille puisse y prospérer;
- e) créer et développer, sur le plan national et local, des instituts de crédit agricole donnant aux cultivateurs la possibilité d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables, et promulguer des lois ou prendre des décrets en vue de réduire l'endettement agricole;
- f) promulguer et appliquer une législation empêchant que des fermages excessifs soient exigés pour les terres arables;
- g) modifier leur régime fiscal et ses modalités d'application afin de ne pas imposer à celui qui cultive le sol une part excessive du fardeau fiscal et des charges qui s'y rattachent;
- h) encourager la création d'organisations coopératives de culture, de recherche des débouchés, de transformation des produits agricoles et d'achat de fournitures et d'outillage agricoles;
- i) encourager la diversification de la production agricole dans tous les cas où elle peut contribuer à élever le niveau de vie de la population agricole et non agricole;
- j) prendre des mesures qui tendent à diversifier de façon rationnelle leur économie, de telle sorte que le développement de l'agriculture puisse se faire dans le cadre d'un programme d'ensemble de développement économique;
- k) encourager la création d'industries dans les régions rurales, et notamment d'entreprises coopératives, de petites industries et d'industries rurales et artisanales et, en particulier,

d'industries utilisant comme matières premières les produits agricoles indigènes, et ainsi assurer à ces industries une place dans la vie économique du pays;

- l) construire ou étendre, soit par l'intermédiaire d'organisations coopératives, soit par d'autres moyens appropriés à la situation économique du pays, des usines ou des ateliers pour la construction, l'entretien, la réparation et le service des machines agricoles les plus indispensables, et des magasins de pièces de rechange;
  - m) étendre et développer les programmes de lutte contre l'analphabétisme et les programmes d'instruction générale dans les régions rurales;
  - n) faire en sorte que les recherches entreprises en matière d'agriculture par les services gouvernementaux ou par d'autres organismes aient toute l'ampleur nécessaire;
  - o) créer ou développer des services en vue d'enseigner aux cultivateurs les aspects techniques et économiques de la vie agricole et rurale au moyen de méthodes comprenant notamment celle de la vulgarisation agricole et celle des formes-modèles;
  - p) améliorer la condition économique et sociale ainsi que le statut juridique des travailleurs agricoles salariés employés dans les plantations et autres grandes exploitations agricoles.
- 4) Il est aussi recommandé aux gouvernements de prendre toutes mesures pratiques en vue de mettre en oeuvre des réformes agraires qui aideraient à accroître la production agricole en supprimant les pénuries de denrées alimentaires, en élevant le niveau de vie des populations dans les pays insuffisamment développés.
- 5) qui comprendraient des mesures permettant aux agriculteurs d'obtenir de l'équipement agricole, des animaux de trait, des semences, des engrais et des prêts agricoles à faible intérêt et qui les aideraient à créer divers types de coopératives pour la production et l'écoulement des produits agricoles;

- 6) qui comprendraient l'adoption de mesures permettant aux travailleurs agricoles, aux fermiers et métayers et aux agriculteurs petits et moyens de réduire ou d'amortir les dettes qui pourraient provenir de fermages trop élevés, de conditions défavorables du régime foncier, de taux d'intérêt usuraires, de prix indûment élevés appliqués pour l'achat des semences, de l'équipement agricole, des animaux de trait et autres articles;
- 7) qui comprendraient l'adoption d'une législation des salaires et d'une législation sociale appropriées, afin d'améliorer les conditions de travail et d'élever le niveau de vie des travailleurs agricoles;
- 8) qui permettraient de venir en aide aux associations agricoles existantes et de contribuer, s'il y a lieu, à l'organisation de nouvelles associations d'ouvriers agricoles sans terre, de fermiers, de métayers et de petits et moyens agriculteurs qui sont intéressés au premier chef et désirent prendre une part active à l'application pratique de toutes mesures entrant dans le cadre des réformes agraires.

C. Collaboration des gouvernements avec les Nations Unies pour la préparation des rapports sur les conditions existantes et sur les besoins en matière de programmes de réforme agraire

14. Les gouvernements sont invités à coopérer avec le Secrétaire général et les institutions spécialisées compétentes pour la préparation des rapports relatifs aux progrès de la réforme agraire et aux progrès dans les domaines connexes. Ils sont également invités à remplir le questionnaire du Secrétaire général relatif aux réformes agraires<sup>1/</sup> en y faisant figurer tous renseignements concernant les incidences financières de leurs programmes de réforme agraire et de leurs projets de développement destinés à l'application de ces programmes, leur aptitude à financer ces programmes par leurs propres moyens et l'importance de l'assistance financière qu'il leur faudrait obtenir de l'extérieur.

<sup>1/</sup> Questionnaires envoyés aux gouvernements des Etats Membres en vue de la préparation des rapports de l'Organisation des Nations Unies sur les Progrès de la réforme agraire.

D. Financement des programmes de réforme agraire

15. Etant donné que les programmes de réforme agraire exigent d'importantes mises de fonds, diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies invitent instamment les gouvernements des Etats Membres à étudier soigneusement, lorsqu'ils établissent leur politique financière, la possibilité d'ouvrir des crédits à cet effet.

Elles recommandent en outre aux Etats Membres d'orienter leur politique fiscale et leur politique d'investissement en vue de l'accroissement des superficies cultivées et de l'amélioration des méthodes de production agricole.

On indiquera plus loin d'autres méthodes de financement des réformes agraires par une aide extérieure.

E. Création d'instituts nationaux de réforme agraire

16. Le 17 avril 1959, le Conseil économique et social a adopté la résolution 712(XXVII), qui a été approuvée par l'Assemblée générale et qui recommande aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats Membres des institutions spécialisées d'envisager de créer, selon qu'il conviendra, des centres régionaux de recherche et de formation pour aider à étudier de façon suivie les régimes fonciers et l'utilisation des terres.

Cette résolution invite, en outre, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, ainsi que les commissions économiques régionales à coopérer aux travaux de ces centres avec les Etats Membres intéressés.

F. Respect de l'équité économique, politique et sociale

17. Plusieurs résolutions de l'Organisation des Nations Unies invitent instamment les Etats Membres qui mettent en oeuvre des programmes de réforme agraire en vue de leur développement économique, à observer le principe du traitement équitable dans les domaines économique, politique et social, afin d'améliorer le sort de la population rurale.

MESURES A PRENDRE PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET  
PAR SES INSTITUTIONS SPECIALISEES

18. Plusieurs résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la réforme agraire invitent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à prendre des mesures pour aider plus spécialement les pays en voie de développement à l'élaboration et à l'exécution des programmes de réforme agraire. Les principales institutions des Nations Unies qui ont à prendre de telles mesures sont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, les commissions économiques régionales, dont la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière de réforme agraire peuvent se répartir, aux fins du présent rapport, en six catégories :

- A. Rapports
- B. Etudes
- C. Assistance technique
- D. Organisation de groupes d'étude et de cycles d'étude
- E. Diffusion de renseignements
- F. Création d'instituts régionaux de réforme agraire.

On les a examinées ci-après :

A. Rapports

19. Il s'agit des rapports suivants : 1) En 1950, l'Assemblée générale par sa résolution 401(V) prie le Secrétaire général de préparer, pour le soumettre au Conseil économique et social, à sa treizième session, une étude analytique indiquant la mesure dans laquelle les défauts que présente la structure agraire et notamment le régime foncier entravent le développement économique et, par conséquent, abaissent le niveau de vie, notamment celui des travailleurs agricoles et des fermiers et celui des

petits et moyens agriculteurs. Un rapport a été rédigé en 1951, intitulé : La réforme agraire : Les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique<sup>1/</sup>. On y a exposé dans leurs grandes lignes les aspects aussi bien théoriques que pratiques de la réforme agraire et la relation qui existe entre la structure agraire et le développement économique et on y propose des solutions possibles. 2) Rapports sur les progrès de la réforme agraire : de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la réforme agraire demandent une étude suivie des progrès réalisés dans les pays qui ont exécuté ou exécutent des programmes de transformation de leur structure agraire, afin que chaque pays puisse bénéficier de l'expérience des autres et que les problèmes et les besoins des divers pays soient mis en évidence. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont établi jusqu'ici trois rapports sur les progrès de la réforme agraire, qui ont été publiés respectivement en 1954, 1956 et 1962. Il est recommandé qu'une étude analytique détaillée des programmes de réforme agraire et des conditions existantes soit établie tous les trois ans à partir de 1962; 3) l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont été invitées à préparer des rapports sur les coopératives, le crédit agricole, la vulgarisation et les questions connexes qui peuvent influencer sur les mesures de réforme agraire.

#### B. Etudes

20. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont établi ou envisagent d'établir de nombreuses études en application des diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la réforme agraire. En voici quelques-unes :

1) Les effets des mesures de réforme agraire déjà prises sur l'emploi dans l'agriculture et la production agricole, sur la structure de la production dans l'économie rurale, sur le niveau de vie des populations rurales

---

<sup>1/</sup> Publication des Nations Unies - Numéro de vente : 1951.II.B3.

et sur le développement économique en général.

2) Détermination des facteurs démographiques, juridiques, sociaux, économiques ou autres qui peuvent entraver ou accélérer la transformation de la structure du système foncier.

3) Détermination des conditions dans lesquelles les facteurs fiscaux, financiers ou budgétaires, de même que l'utilisation actuelle des terres, peuvent entraver ou accélérer l'exécution des programmes nationaux de réforme agraire dans les pays sous-développés.

4) Etude de la façon dont les coopératives et les institutions de crédit peuvent faciliter l'exécution des programmes relatifs à la transformation de la structure agraire.

#### C. Assistance technique

21. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées sont priées d'offrir aux gouvernements des Etats Membres, ce qu'elles font, une assistance technique pour leurs programmes de réforme agraire. On a indiqué ci-après des domaines dans lesquels une assistance technique est fournie :

1) Recrutement d'un personnel professionnel compétent chargé de conseiller les gouvernements en matière de réforme agraire.

2) Aide aux gouvernements qui désirent adopter des mesures propres à contribuer à la réalisation de la réforme agraire, en ce qui concerne en particulier :

- a) la mise au point d'une législation intéressant le régime foncier, le régime de la propriété, les conditions de location, les problèmes relatifs à la question de la superficie et de l'organisation des biens-fonds, la répartition des terres appartenant à la collectivité et le financement d'une redistribution des terres;
- b) le développement et l'extension du crédit agricole;
- c) le développement et l'extension des coopératives chargées d'assurer des services essentiels en matière d'agriculture, et, par

exemple, les services du financement, de la recherche de débouchés, de la transformation des produits agricoles et de l'achat de matériel et de fournitures agricoles;

- d) le développement des services de vulgarisation agricole;
- e) la création d'industries rurales;
- f) l'élaboration de programmes destinés à améliorer les conditions de travail dans l'agriculture et la stabilité de l'emploi de la main-d'oeuvre agricole;
- g) le développement des programmes de formation de maîtres et de guides pour l'enseignement des techniques d'éducation des masses, notamment dans les régions rurales.

3) Améliorer des régimes fiscaux, et notamment mesures destinées à empêcher que des taxes, impôts ou autres droits inéquitables ne frappent celui qui cultive la terre.

4) Au Centre de perfectionnement en politique agraire pour l'Afrique orientale et centrale, organisé en 1960 en Ouganda, conjointement par la FAO et la CEA, il a été recommandé que les gouvernements des Etats Membres étudient la possibilité d'intensifier les études critiques et les recherches en matière de régime foncier et de politique agraire grâce à une assistance de la FAO et de la CEA.

#### D. Organisation de groupes d'étude et de cycles d'étude

22. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont organisé un grand nombre de groupes d'étude et de cycles d'étude. De récentes résolutions des Nations Unies sur la réforme agraire en ont souligné l'intérêt en ce qui concerne de nouvelles mesures en vue :

- 1) de créer des groupes de travail chargés d'étudier sur place des problèmes particuliers;
- 2) d'organiser des conférences pour la mise en commun et l'échange de renseignements;
- 3) d'organiser des cycles d'étude et des stages de formation pour l'examen des problèmes, en vue de contribuer à l'élaboration de politiques agraires nationales qui soient rationnelles.

E. Diffusion des renseignements

23. Plusieurs résolutions de l'Organisation des Nations Unies ont préconisé les méthodes suivantes de diffusion des renseignements relatifs à la réforme agraire :

1) Collaboration de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture pour tenir à jour et développer le fichier central de renseignements concernant la réforme agraire et les politiques agraires.

2) Diffusion de renseignements sur l'expérience que les divers pays ont des mesures nationales de réforme agraire.

3) Action tendant à favoriser, sur le plan national comme sur le plan international, la collaboration des institutions s'occupant de recherches sur la réforme agraire.

4) Action tendant à favoriser dans les divers pays, avec l'assistance technique des Nations Unies et des institutions spécialisées, des projets pilotes et des études.

5) Il a été recommandé, en outre, au Centre de perfectionnement sur la politique agraire en Afrique orientale et centrale, organisé conjointement par la FAO et la CEA en 1960, que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, prête son concours pour la coordination, sur le plan régional, des échanges de renseignements sur la politique agraire.

F. Création d'instituts régionaux de réforme agraire

24. Comme on l'a vu plus haut, les gouvernements des Etats Membres sont instamment priés de créer des centres régionaux de recherches sur la réforme agraire. Par sa résolution 712(XXVII) du 17 avril 1959, le Conseil économique et social invite les diverses institutions des Nations Unies à collaborer avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour la création, le cas échéant, de centres régionaux de recherches et de formation contribuant de façon suivie à l'étude des régimes fonciers et de l'utilisation des terres.

La résolution 840(XXXII) du Conseil économique et social demande également que soit étudiée "la possibilité d'étendre les programmes régionaux de formation et de recherche concernant le développement rural, et notamment le développement communautaire, les coopératives et la réforme agraire, en organisant des stages, des cycles d'étude et des instituts régionaux consacrés à ces questions". Plusieurs instituts régionaux de réforme agraire existent dans le monde, en Amérique latine en particulier, mais il n'y en a pas encore en Afrique.

#### MESURES A PRENDRE PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

25. La plupart des mesures que diverses organisations internationales doivent prendre en vue de l'élaboration et de l'application de programmes de réforme agraire dans les pays en voie de développement sont des mesures financières. Diverses résolutions des Nations Unies consacrées à la réforme agraire préconisent les mesures suivantes :

- 1) Les organismes existants d'assistance technique et financière des Nations Unies et les nouveaux organismes qui pourraient être créés sous leurs auspices devront accorder toute l'aide possible et un rang de priorité élevé aux projets qui ont trait à l'exécution des programmes de réforme agraire.
- 2) Le Fonds spécial des Nations Unies devra apporter, dans les conditions les plus favorables compatibles avec ses ressources, toute l'aide possible aux projets qui ont trait à l'exécution des programmes de réforme par les Etats Membres.
- 3) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement devra examiner avec bienveillance les demandes de prêts que les pays sous-développés présentent en vue de l'exécution des programmes de développement qui visent à leur permettre de réaliser leurs projets de réforme agraire, notamment les projets destinés à mettre de nouvelles terres en culture; ladite institution est invitée à envisager, dans la mesure compatible avec son équilibre financier, de consentir des prêts de cette nature moyennant des

conditions d'intérêt et d'amortissement qui imposent aux pays emprunteurs les charges minima.

- 4) Le Programme alimentaire mondial est une autre des sources d'aide extérieure pour le financement des projets de réforme agraire. L'augmentation de la demande de denrées alimentaires qui se produit souvent pendant la période de transition coïncidant avec l'exécution des projets de réforme agraire en raison de l'accroissement de la consommation des bénéficiaires de la réforme agraire ou d'un fléchissement temporaire de la production agricole peut être compensée entièrement ou partiellement au moyen de l'assistance alimentaire du PAM. Le PAM est un programme expérimental, mais il est possible que l'utilisation des excédents alimentaires se révèle être un moyen important de financement des projets de réforme agraire.

#### APERCU DES ACTIVITES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE SES INSTITUTIONS SPECIALISEES CONCERNANT LA REFORME AGRAIRE EN AFRIQUE

##### A. Organisation des Nations Unies

26. On peut grouper sous quatre rubriques les activités de l'Organisation des Nations Unies qui relèvent de la réforme agraire : 1) la réforme agraire en tant qu'élément de la planification générale du développement économique et social; 2) le développement communautaire; 3) les aspects particuliers des réformes de structure considérées comme faisant partie de la réforme agraire elle-même et, notamment, les modifications de la fiscalité; et 4) les domaines tels que l'administration locale, l'infrastructure économique, l'industrie, l'habitat et les services sociaux dans les régions rurales, qui sont distincts de la réforme agraire, mais qui s'associent avec elle si on les considère du point de vue du développement économique et social.

1) La réforme agraire en tant qu'élément de la planification générale du développement économique et social : La tâche de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la fourniture d'une assistance pour la planification générale du développement économique et social consiste à

examiner tous les grands problèmes, comme celui de la réforme agraire, du point de vue de la place qu'ils occupent dans un cadre général. Les commissions économiques régionales, la Commission économique pour l'Afrique en particulier, ont accordé une grande attention aux rapports existant entre le développement et la planification agricoles, d'une part, et l'ensemble de la planification nationale, de l'autre. Les instituts de développement et de planification économiques, tels que celui dont la création est en cours en Afrique, s'occuperont nécessairement du problème de l'équilibre entre le secteur agricole et le secteur industriel et entre les régions rurales et les régions urbaines, ainsi que du rôle que peuvent jouer, du point de vue du développement économique, des mesures radicales de réforme agraire.

Dans le domaine du développement rural, les Gouvernements du Ghana et du Soudan ont bénéficié des services de conseillers.

L'Organisation des Nations Unies s'occupe également de la recherche de base nécessaire à une planification efficace du développement. Il s'agit en particulier d'un concours et de conseils aux gouvernements dans les domaines suivants : recensements nationaux de l'agriculture, recensements de la population et du logement, enquêtes par sondage, projections démographiques, politiques et problèmes de l'emploi.

2) Développement communautaire : Le développement communautaire est un important domaine d'activité en matière de réforme agraire dans lequel l'Organisation des Nations Unies déploie ses efforts en coopération avec d'autres organismes. L'Organisation des Nations Unies a publié de nombreuses études consacrées aux divers aspects du développement communautaire et à son rôle dans le développement économique. La Commission économique pour l'Afrique, de son côté, a publié au sujet du développement communautaire et du développement économique un rapport préliminaire sur l'état des travaux.

A l'échelon régional, on procède à divers échanges de vues et de renseignements sur les progrès du développement communautaire et sur les

problèmes qui s'y rapportent. A cet effet, la Commission économique pour l'Afrique s'occupe d'établir un bureau central d'échanges et elle a créé un groupe d'experts de la protection sociale et du développement communautaire. Un stage de formation pour familiariser le personnel administratif et technique avec les méthodes et techniques du développement communautaire a eu lieu en Afrique orientale en 1961 et en Afrique du nord en 1962.

3) Réforme de la structure agraire : La politique fiscale et financière, lorsqu'elle se rapporte aux mesures de réforme agraire, entre dans les attributions générales de l'Organisation des Nations Unies en matière fiscale et financière. Des études générales sur les impôts et autres mesures fiscales frappant les biens et les revenus fonciers, les produits agricoles dans diverses parties du monde ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies. On a rédigé des monographies concernant le financement de la réforme agraire, au sujet du Soudan en particulier, en prévision de la préparation du troisième rapport sur les progrès de la réforme agraire. De nombreux pays africains ont bénéficié des services d'experts, qui leur ont donné des avis sur l'évaluation des biens fonciers, la réforme fiscale dans ses rapports avec le développement agricole et le développement économique général, ou sur d'autres questions ayant trait à des aspects de la fiscalité agricole.

La Commission économique pour l'Afrique a publié sous le titre Le mouvement coopératif en Afrique (E/CN.14/133 du 15 janvier 1962) une étude générale qu'elle a préparée en coopération avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

4) Autres conditions préalables du développement rural : Les activités de l'Organisation des Nations Unies qui concernent les changements qu'il convient souvent d'apporter dans divers domaines tout en prenant des mesures de réforme agraire et en favorisant le progrès technique de l'agriculture, afin d'assurer le succès du développement rural portent sur l'administration publique (dans les régions rurales), l'infrastructure (énergie électrique, transports, ressources hydrauliques, etc.), les industries manufacturières, le logement et les services sociaux. L'Organisation des Nations Unies

fournit une assistance technique dans tous ces domaines d'activité, au Togo en particulier pour l'exploitation des eaux souterraines. La Commission économique pour l'Afrique a organisé un cycle d'étude sur le logement à bon marché en Afrique.

B. Commission économique pour l'Afrique

27. La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, créée en 1959, s'occupe principalement des aspects économiques de l'agriculture africaine. Ses activités visent l'accélération de la transformation et du progrès de l'agriculture africaine, afin de relever le niveau de vie des cultivateurs africains dans le cadre d'une expansion économique équilibrée.

Le programme de travail de cette Division, qui est mis en oeuvre en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, prévoit des projets, des études et des conférences se rapportant à la réforme agraire et au développement de l'agriculture. La Division peut en outre offrir certains conseils techniques aux gouvernements. On trouvera ci-après un bref aperçu de ces activités :

Projets

- a) Rassemblement et analyse de renseignements sur les programmes de développement agricole.
- b) Analyse et élaboration de projets de développement agricole.
- c) Analyse de problèmes particuliers au développement agricole, notamment :
  - i) diversification de l'agriculture;
  - ii) facteurs intervenant dans le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture monétarisée.
- d) Rôle des institutions dans le développement agricole, y compris les politiques agraires, le crédit agricole, les coopératives et les services de vulgarisation.
- e) Préparation, en collaboration avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et le Siège de l'Organisation des Nations Unies, d'études sur la mise en oeuvre en Afrique de la réforme agraire, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale.

Etudes : Les études suivantes ont été entreprises :

- a) Politiques agraires et développement économique : Cette étude a été faite à l'occasion de l'ouverture du Centre de perfectionnement en politique agraire pour l'Afrique orientale et centrale, organisé conjointement par la FAO et la CEA en 1960.
- b) "Aspects fiscaux et financiers de la réforme agraire de la République du Soudan". Cette étude est une contribution de la Commission économique pour l'Afrique au troisième rapport sur les Progrès de la réforme agraire.
- c) Aspects économiques des projets de colonisation agricole en Afrique orientale.
- d) Le mouvement coopératif en Afrique. Cette étude, établie avec la collaboration de la Section du développement communautaire, a été présentée à la quatrième session de la Commission économique pour l'Afrique.
- e) Crédit agricole et développement économique.
- f) Le crédit et la réforme agraire en Afrique.
- g) Les rapports entre le crédit et la vulgarisation.
- h) Innovations en matière de crédit agricole au Maroc.
- i) Innovations en matière de crédit agricole en Tunisie.

Les cinq dernières de ces études ont été établies à l'occasion de l'ouverture du Centre d'étude sur le développement du crédit agricole en Afrique, organisé conjointement par la FAO et la CEA, à Addis-Abéba en mai 1962.

Conférences : les conférences suivantes ont été organisées en collaboration avec la FAO :

- a) Centre de perfectionnement en politique agraire pour l'Afrique orientale et centrale (1960).
- b) Centre de perfectionnement en crédit agricole pour l'Afrique (1962).

Un Centre de perfectionnement en politique agraire pour l'Afrique occidentale sera ouvert en décembre 1963. L'ouverture d'un Centre de perfectionnement en crédit agricole pour l'Afrique occidentale est prévue pour 1965.

C. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture :

28. L'intérêt que porte l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à la réforme agraire date de sa création. De l'avis de la FAO, la réforme agraire doit avoir pour résultat d'améliorer le cadre institutionnel des activités agricoles et elle a un double objectif : accroître la productivité et améliorer la condition sociale du cultivateur.

Etant donné que les régimes fonciers varient sensiblement d'un pays à l'autre, le programme de la FAO englobe maintenant une série de problèmes tels que le morcellement de la propriété rurale, les aspects structurels des exploitations agricoles trop petites pour être rentables, les plans d'exploitation et de peuplement des terres, l'insécurité de jouissance, la mauvaise répartition de la propriété rurale, les loyers anormalement élevés, l'incidence inéquitable de l'imposition agricole, l'endettement excessif, l'absence de titres de propriété bien définis sur les terres et sur l'eau et l'adaptation des régimes fonciers des différents pays aux besoins du développement agricole, et d'autres, qui sont à la base même de la réforme agraire. Le programme de l'Organisation tient pleinement compte du fait que les mesures de réforme agraire ne peuvent être vraiment efficaces que si elles s'accompagnent de progrès réalisés parallèlement dans des domaines connexes, tels que le crédit, les coopératives, la commercialisation, la vulgarisation agricole, l'enseignement agricole, la mise en valeur des terres et des ressources hydrauliques, la sociologie rurale et le développement communautaire. Ainsi un certain nombre de services de la FAO ont la charge de programmes relatifs à des domaines connexes, toutes ces activités étant coordonnées dans le cadre de la planification agricole.

La FAO joue un rôle important dans le domaine de l'assistance aux projets de réforme agraire; elle a pris l'initiative de coordonner les activités internationales dans ce domaine. Il y a lieu cependant de signaler que les activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture concernant la réforme agraire en Afrique, parce qu'elles

sont assez récentes, n'ont pas encore pris une grande ampleur, si l'on considère ses activités dans les autres parties du monde.

Les activités touchant la réforme agraire en Afrique peuvent être examinées sous trois rubriques principales :

- i) Travaux entrepris à l'échelon régional : organisation de centres de formation, de groupes d'études et de travail et autres projets régionaux.
- ii) Travaux entrepris à l'échelon national : assistance technique, bourses de perfectionnement et missions d'experts.
- iii) Réunion et analyse de renseignements et publication d'ouvrages et de rapports sur la réforme agraire.

1) Travaux entrepris à l'échelon régional : En collaboration avec divers organismes des Nations Unies, la FAO a organisé plusieurs centres de formation pour les problèmes fonciers. En Afrique, elle a mis sur pied en 1960, avec la collaboration de la Commission économique pour l'Afrique, un Centre de perfectionnement en politique agraire pour l'Afrique orientale et centrale. Un autre centre doit être organisé pour l'Afrique occidentale en 1963.

Dans le domaine des institutions connexes, telles que les coopératives agricoles et les services de développement communautaire, des réunions ont eu lieu dans diverses régions, mais pas encore en Afrique. Avec la collaboration de la Commission économique pour l'Afrique, la FAO a organisé en 1962 un Centre de perfectionnement en crédit agricole pour l'Afrique. L'ouverture d'un centre analogue pour l'Afrique occidentale est prévue pour 1965. Elle a organisé aussi avec la CCTA en avril et mai 1963 un voyage d'étude consacré au développement communautaire et aux domaines s'y rapportant.

La création d'instituts de recherches et de formation en matière de réforme agraire est envisagée pour l'Asie du sud-est et l'Amérique latine, mais il n'en est pas encore prévu pour l'Afrique. Cependant, les recommandations

mentionnées dans la présente étude prévoient la poursuite des études en vue de la création d'un institut en Afrique.

La FAO a aussi organisé des équipes d'enquêteurs qui étudient les régimes fonciers dans un groupe de pays. On peut citer l'équipe de conseillers sur la réforme agraire pour l'Amérique latine, qui a étudié les problèmes fonciers dans certains pays de la région et a fait un examen critique des programmes mis en oeuvre dans ces pays. Pour l'Afrique, des rapports ont été établis sur les régimes fonciers au Tanganyika, au Ruanda-Ourundi, au Sierra Leone, au Soudan et en RAU.

La FAO a effectué deux études régionales, l'une dans la région méditerranéenne et l'autre en Afrique tropicale; une place de premier plan y est consacrée aux problèmes de structure agraire et à leur solution.

2) Travaux entrepris à l'échelon national : Pendant la période de cinq ans allant de 1956 à 1961, vingt-deux pays, dont onze d'Amérique latine, ont reçu une assistance technique et des avis de la FAO sur des questions liées directement au régime foncier et aux changements à y apporter. En 1961, le nombre des experts de la FAO est passé à 27. Des experts de la FAO spécialistes de la réforme agraire travaillent actuellement au Cameroun, en Ethiopie, en Nigéria, au Sierra Leone et au Tanganyika. L'Algérie et le Dahomey ont demandé que des experts soient mis à leur disposition.

3) Réunion et analyse de renseignements et publication d'ouvrages : Le programme de publications de la FAO comprend :

- a) Des études sur le régime foncier, dont la première date de 1952, ainsi que d'autres études sur des problèmes connexes<sup>1/</sup>.

---

1/ Voir par exemple : Les plantations et autres domaines à gestion centralisée, par B.O. Binns, 1955; Terres domaniales, par A.W. Ashby, 1956; L'amélioration du régime de location des terres, par John F. Timmons, 1957; Faire valoir direct, par K.H. Parson, 1957, et Le crédit agricole dans les pays économiquement sous-développés, Etude agricole No. 46, 1959.

- b) Des rapports sur les réunions consacrées aux problèmes fonciers, aux politiques foncières et aux problèmes qui se posent dans des domaines connexes<sup>1/</sup>.
- c) Les rapports des experts de l'assistance technique de la FAO sur leurs missions dans les divers pays.

En outre, la publication annuelle intitulée La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, contient des chapitres consacrés aux problèmes fonciers et à d'autres questions de structure. La publication trimestrielle intitulée Recueil de législation - Alimentation et agriculture reproduit des textes de législation agraire.

#### D. Organisation internationale du Travail

29. L'Organisation internationale du Travail s'intéresse aux problèmes du régime foncier et de la réforme agraire. Ils sont, en effet, intimement liés à l'amélioration de la condition de la population occupée dans l'agriculture. Elle a organisé un certain nombre de réunions et rédigé de nombreuses études sur la réforme agraire dans de nombreux pays.

En ce qui concerne l'assistance technique, l'Organisation internationale du Travail a détaché des experts du développement rural auprès du Gouvernement du Tchad. En 1961, des fonctionnaires du BIT ont participé à l'enquête organisée par la FAO sur la planification du développement agricole dans plusieurs pays d'Afrique. Des projets de formation professionnelle sont à l'étude pour le Sénégal, le Togo et le Mali. Des experts en matière de formation aux méthodes coopératives ont été détachés auprès des pays suivants : Cameroun, République centrafricaine, Côte-d'Ivoire, République malgache, Maroc, Fédération de Nigéria et Haute-Volta. Enfin, des experts de l'artisanat et de la petite industrie ont été mis à la disposition de la Libye, du Cameroun, du Dahomey, de l'île Maurice, du Maroc, du Sénégal, du Sierra Leone, de la République de Somalie, du Tanganyika et de la Haute-Volta.

---

<sup>1/</sup> Voir le rapport du Centre de perfectionnement sur la politique agraire en Afrique orientale et centrale, par E.H. Jacoby, 1961.

En outre, le Bureau international du Travail a publié un grand nombre de rapports et d'études portant sur divers aspects de la réforme agraire. On peut citer en particulier les publications intitulées Pourquoi les travailleurs abandonnent la terre, Les problèmes du travail en Afrique et Les problèmes du travail en Afrique du Nord.

E. Fonds spécial des Nations Unies

30. Le Fonds spécial, qui est l'organisme le plus récent des Nations Unies, a vu le jour en 1959. Il a pour principal objectif de participer au financement et à l'exécution de projets d'assez grande envergure dans les trois domaines d'activité suivants : évaluation des ressources et étude de la viabilité des projets, recherche appliquée, formation professionnelle et enseignement technique.

En Afrique, le Fonds spécial a accordé 60 millions de dollars des Etats-Unis environ à titre de participation au financement de divers projets agricoles. Il s'agissait d'études des sols préalablement à la planification du peuplement en RAU, de projets à fins multiples d'aménagement des bassins fluviaux (plaine alluviale de la Volta au Ghana et vallée de l'Aouache en Ethiopie), de l'élaboration de plans de développement agricole (Rif occidental au Maroc), d'enquêtes sur l'utilisation des terres et des eaux (Somalie, Togo et Soudan), de projets de recherches, de démonstration et de formation (Libéria et Tunisie).

Aucun de ces projets ne porte exclusivement sur la réforme agraire, mais il contribuent tous à augmenter la production et la productivité agricoles et à élever le niveau de vie de la population rurale.

F. Banque internationale pour la reconstruction et le développement

31. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Association internationale de développement (AID) manifestent leur intérêt à la question générale de la réforme agraire de deux façons principales. En premier lieu, les missions envoyées par la Banque pour effectuer des études et des enquêtes économiques dans de nombreux pays (Ouganda, Tanganyika,

Kenya, Libye) qui traitent de la structure de l'agriculture et du régime foncier en tant que facteurs importants exerçant une influence sur l'orientation et le rythme de l'expansion économique. En deuxième lieu, là où le succès de l'exécution d'un projet particulier serait compromis par l'existence d'une mauvaise structure agricole, la Banque subordonne souvent l'octroi d'un prêt à l'introduction de modifications appropriées.

La Banque a prêté quelque 500 millions de dollars des Etats-Unis pour des projets agricoles, tels que des travaux d'irrigation et de lutte contre les inondations, d'assèchement et de défrichage et des programmes de colonisation agricole et de remembrement.

La Banque s'occupe surtout de financement de projets de développement économique, mais ses activités ont indirectement pour effet d'améliorer la structure agraire. On ne doit pas perdre de vue ce résultat.

#### RESUME ET RECOMMANDATIONS

32. On admet généralement que des mesures de réforme agraire sont indispensables pour permettre à un grand nombre de pays en voie de développement de modifier leur structure agraire de telle manière que les cultivateurs soient incités à adopter de meilleures méthodes de culture et à accroître la productivité agricole, ce qui aura pour effet un relèvement du niveau de vie des populations.
33. La réforme agraire n'est pas une panacée qui assurera le développement agricole et économique; elle doit être exécutée en même temps que des mesures qui la complètent ou la prolongent dans le cadre d'un plan général d'expansion économique équilibrée.
34. La réforme agraire selon la conception de l'Organisation des Nations Unies n'est pas uniquement une redistribution de la propriété foncière. En raison de la très grande diversité des conditions économiques et sociales des pays en voie de développement, l'Organisation des Nations Unies a adopté une définition très large de la réforme agraire, qui englobe des mesures telles que la colonisation agricole, le remembrement des terres, le

développement du crédit agricole, la création de coopératives et l'amélioration de la condition des exploitants non propriétaires. Une action de soutien sous forme de services de vulgarisation, d'éducation des ruraux et de développement communautaire, est nécessaire à la mise en vigueur des mesures de réforme agraire.

35. Depuis 1950, plus particulièrement, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont sans équivoque préconisé les programmes de réforme agraire dans les pays en voie de développement et en ont activement encouragé l'élaboration.

36. Comme on l'a dit plus haut, les résolutions des Nations Unies relatives à la réforme agraire appellent une action de la part des gouvernements des Etats Membres, de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et d'autres organisations internationales. L'élaboration et la mise en oeuvre des programmes de réforme agraire relèvent donc aussi bien des gouvernements des Etats Membres que de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées.

37. Il est rappelé conformément à ces résolutions, aux gouvernements des pays africains qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, qu'il peuvent profiter davantage des moyens que leur offrent l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées pour ce qui est de l'élaboration et de l'exécution des projets de réforme agraire.

38. Comme on l'a signalé précédemment, les résolutions des Nations Unies sur la réforme agraire préconisent la création d'instituts régionaux de réforme agraire qui s'occuperont de recherche et de formation dans ce domaine.

Des instituts de ce genre existent en Amérique latine et en Extrême-Orient. La Commission économique pour l'Afrique voudra peut-être, avec la collaboration des institutions compétentes, étudier quelles sont les possibilités de créer en Afrique un ou plusieurs instituts de réforme agraire, dans le cadre ou en dehors du futur institut africain de développement économique et de planification.

39. L'Organisation des Nations Unies n'ignore pas que l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes de réforme agraire impliquent de lourdes charges financières. Les résolutions pertinentes du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale l'ont souligné. Les organisations internationales de financement ont été priées à diverses reprises d'accorder une priorité élevée au financement de ces programmes et à consentir des prêts à long terme, à des conditions avantageuses. La Commission économique pour l'Afrique tiendra sans doute à étudier avec les institutions compétentes la possibilité de créer en Afrique une ou plusieurs banques pour la réforme agraire, dans le cadre, éventuellement, de la future Banque africaine de développement.

ANNEXE 1

Résolutions de l'Assemblée générale sur la réforme agraire

1. 401 (V) du 20 novembre 1950

L'Assemblée générale,

Ayant présentes à l'esprit les nombreuses résolutions<sup>1/</sup> adoptées par l'Assemblée et par le Conseil économique et social au sujet du développement économique des pays insuffisamment développés, dans lequel l'industrialisation aussi bien que le développement de l'agriculture doivent jouer un rôle essentiel,

Considérant, cependant, que les systèmes agraires qui existent encore dans bon nombre de pays et de territoires insuffisamment développés constituent un obstacle au développement économique de ces pays et territoires, parce que ces systèmes sont une des causes principales de l'insuffisance de la productivité agricole et des niveaux de vie de la population de ces pays et territoires,

Persuadée qu'il y a lieu de prendre immédiatement des dispositions pour étudier la mesure dans laquelle les systèmes agraires existants entravent le développement économique des pays insuffisamment développés et pour aider les gouvernements, sur leur demande, à utiliser les moyens offerts par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées pour améliorer cette situation,

1. Recommande au Secrétaire général, en coopération avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et en consultation avec d'autres institutions spécialisées compétentes, de préparer, pour la soumettre au Conseil économique et social lors de sa treizième session, une étude ana-

---

<sup>1/</sup> Par exemple : résolutions 45 (I) et 52 (I), 198 (III), 200 (III), 202 (III), 209 (III), 304 (IV), 305 (IV), 306 (IV), 307 (IV) et 331 (IV) de l'Assemblée générale, résolutions adoptées par le Conseil économique et social à ses première et deuxième sessions au sujet du mandat de la Commission des questions économiques et de l'emploi et résolutions <sup>1</sup> (III), 6 (III), 26 (IV), 27 (IV), 29 (IV), 32 (IV), 36 (IV), 37 (IV), 51 (IV), 103 (VI), 106 (VI), 109 (VI), 139 (VII), 140 (VII), 179 (VIII), 180 (VIII), 184 (VIII), 222 (IX), 223 (IX), 225 (IX), 268 (X), 294 (XI), 297 (XI) et 321 (XI) du Conseil.

lytique indiquant la mesure dans laquelle les défauts que présente la structure agraire, et notamment le régime foncier, dans les pays et territoires insuffisamment développés, entravent le développement économique et, par conséquent, abaissent le niveau de vie, notamment celui des travailleurs agricoles et des fermiers et celui des petits et moyens agriculteurs;

2. Demande au Conseil économique et social d'examiner l'étude analytique précitée et de préparer des recommandations à l'Assemblée générale en vue d'améliorer la situation des populations agricoles, en faisant particulièrement porter son attention sur des mesures telles que :

- a) La réalisation d'une réforme agraire appropriée ;
  - b) L'adoption par les gouvernements intéressés de mesures appropriées en vue d'apporter une aide financière aux travailleurs agricoles et aux fermiers ainsi qu'aux petits et moyens agriculteurs, en pratiquant une politique de crédit agricole à bon marché, en accordant une assistance technique étendue et en favorisant les coopératives rurales;
  - c) La construction ou l'extension, soit par l'action directe des pouvoirs publics, soit par l'intermédiaire de groupes coopératifs dûment financés :
    - i) De petites usines et d'ateliers pour la construction, l'entretien, la réparation et le service des machines agricoles les plus indispensables et de magasins de pièces de rechange;
    - ii) D'entreprises locales pour la transformation des produits agricoles;
  - d) L'adoption d'une politique fiscale de nature à alléger dans la plus grande mesure possible le fardeau fiscal qui pèse sur les fermiers et sur les petits et moyens agriculteurs;
  - e) Les mesures destinées à favoriser les exploitations agricoles familiales ou coopératives et d'autres mesures tendant à améliorer la stabilité de la jouissance des terres et le bien-être des travailleurs agricoles et des fermiers, ainsi que celui des petits et moyens agriculteurs;
3. Recommande aux gouvernements des pays insuffisamment développés que la question concerne, de profiter des moyens que met à leur

disposition du programme élargi des Nations Unies pour l'assistance technique, de façon à s'entourer d'avis techniques pour mettre au point des mesures du type de celles qu'énumère le paragraphe précédent, en vue d'améliorer la production de l'agriculture.

2. 524 (VI) du 12 janvier 1952

L'Assemblée générale,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur la réforme agraire --Les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique<sup>1/</sup> préparé conformément à la résolution 401 (V) que l'Assemblée générale a adoptée le 20 novembre 1950,

Convaincue que, dans beaucoup de pays, la structure agraire et notamment le régime foncier empêchent d'améliorer la condition économique et sociale de ceux qui travaillent la terre, y entravent le développement économique et entraînent une instabilité politique,

Reconnaissant qu'en raison de la grande diversité des conditions qui dans les territoires insuffisamment développés des différentes parties du monde, on ne saurait considérer aucune mesure-type ni aucun ensemble de mesures-types comme convenant le mieux à tous ces territoires,

Reconnaissant qu'il faudrait, si possible, entreprendre des réformes du régime foncier dans le cadre d'un programme général de réformes agraires, afin d'améliorer de façon effective les conditions de vie de la population agricole,

Estimant que l'amélioration rapide de la structure agraire et du régime foncier actuels de nombreux pays insuffisamment développés exige des mises de fonds importantes,

Convaincue que la forme que devra prendre toute nouvelle répartition équitable et utile de la propriété de la terre dépendra, dans une large mesure et dans de nombreux pays, des rapports qui existent entre la densité de la population, les ressources en terres et les autres ressources,

1. Prend acte avec satisfaction du passage du rapport précité du

Secrétaire général relatif aux résultats favorables obtenus dans le domaine social par des pays qui ont reconnu le droit à la terre et à l'eau aux agriculteurs qui en manquaient;

2. Approuve les recommandations que le Conseil économique et social a formulées au sujet de cette question, telles qu'elles figurent dans la résolution 370 (XIII) du Conseil en date du 7 septembre 1951;

3. Prie instamment tous les gouvernements de mettre en oeuvre les recommandations formulées dans la résolution susmentionnée, dans la mesure où elles s'appliquent aux conditions économiques et financières particulières de leur pays, et de prendre les mesures pratiques en vue de mettre en oeuvre des réformes agraires qui :

- a) Aideraient à accroître la production agricole en supprimant les pénuries de denrées alimentaires, en élevant le niveau de vie des populations dans les pays insuffisamment développés et qui sauvegarderaient les intérêts des agriculteurs petits et moyens, et des travailleurs agricoles sans terre qui constituent la majorité de la population rurale des pays insuffisamment développés;
- b) Comprendraient des mesures qui permettraient aux agriculteurs d'obtenir de l'équipement agricole, des animaux de trait, des semences, des engrais et des prêts agricoles à faible intérêt et qui les aideraient à créer divers types de coopératives pour la production et l'écoulement des produits agricoles;
- c) Comprendraient l'adoption de mesures permettant aux travailleurs agricoles, aux fermiers et métayers et aux agriculteurs, de petits et moyens, de réduire ou d'amortir les dettes qui pourraient provenir de fermages trop élevés, de conditions défavorables du régime foncier, de taux d'intérêt usuraires, de prix indûment élevés appliqués pour l'achat des semences, de l'équipement agricole, des animaux de trait et autres articles;
- d) Comprendraient l'adoption d'une législation des salaires et d'une législation sociale appropriées, afin d'améliorer les conditions de travail et d'élever le niveau de vie des travailleurs agricoles;

e) Permettraient de venir en aide aux associations agricoles existantes et de contribuer, s'il y a lieu, à l'organisation de nouvelles associations d'ouvriers agricoles sans terre, de fermiers, de métayers et de petits et moyens agriculteurs qui sont intéressés au premier chef et désirent prendre une part active à l'application pratique de toutes les mesures entrant dans le cadre des réformes agraires;

4. Invite en outre instamment tous les gouvernements à coopérer avec le Secrétaire général et les institutions spécialisées intéressées pour la préparation des rapports que le Conseil a demandés dans le paragraphe 8 de la résolution susmentionnée;

5. Prie instamment les gouvernements des Etats Membres, lorsqu'ils établissent leur politique financière, d'étudier soigneusement la possibilité d'ouvrir les crédits destinés à mettre en oeuvre des programmes de réforme agraire et invite les institutions qui accordent des prêts internationaux à examiner avec bienveillance les demandes de prêts que les pays insuffisamment développés présentent en vue de l'exécution de programmes de développement qui visent à leur permettre de réaliser leurs projets de réforme agraire, et notamment les projets destinés à mettre de nouvelles terres en culture; invite en outre lesdites institutions à envisager, dans la mesure compatible avec leur équilibre financier, de consentir ces prêts moyennant des conditions d'intérêt et d'amortissement qui imposent aux pays emprunteurs les charges minima;

6. Invite instamment le Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à accorder, ainsi que le Conseil économique et social l'a recommandé, une haute priorité aux recommandations contenues dans les paragraphes 5 et 6 de la résolution 370 (XIII) du Conseil, et à se tenir prêts, à la demande des gouvernements, à faire des études et à présenter des recommandations particulières tendant à l'amélioration de la situation économique et sociale de la population agricole de ces pays;

7. Décide d'inscrire la question de la réforme agraire à l'ordre du

jour de sa septième session ordinaire et prie le Secrétaire général de lui faire rapport, à ladite session, sur les mesures qui auront été prises et les progrès qui auront été réalisés.

3. 625 A (VII) du 21 décembre 1952

L'Assemblée générale,

Prenant acte du rapport<sup>1/</sup> que le Secrétaire général a rédigé en application de la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, en date du 12 janvier 1952, sur l'état d'avancement de la réforme agraire,

Constatant avec satisfaction que les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées s'emploient à favoriser la réforme agraire et préparent des études et des analyses des divers aspects de la question,

Rappelant que l'Assemblée générale s'est, dans sa résolution 524 (VI), déclarée convaincue que l'amélioration rapide de la structure agraire et du régime foncier actuels de nombreux pays insuffisamment développés exigeait des mises de fonds importantes.

Rappelant aussi que l'Assemblée générale a, par sa résolution 524 (VI), prié instamment les gouvernements des Etats Membres d'étudier la possibilité d'ouvrir des crédits destinés à mettre en oeuvre les programmes de réforme agraire, qu'elle a invité les institutions qui accordent des prêts internationaux à examiner avec bienveillance les demandes de prêts que les pays insuffisamment développés présentent en vue de l'exécution de programmes de développement qui visent à leur permettre de réaliser leurs projets de réforme agraire et, notamment, les projets destinés à mettre de nouvelles terres en culture, et qu'elle a invité en outre lesdites institutions à envisager, dans la mesure compatible avec leur équilibre financier, de consentir ces prêts moyennant des conditions d'intérêt et d'amortissement qui imposent aux pays emprunteurs les charges minima,

Rappelant que le comité d'experts qui doit être constitué en application de la résolution 416 A (XIV) adoptée le 23 juin 1952 par le Conseil économique et social aura pour mandat de mettre au point un plan

---

<sup>1/</sup> Voir le document A/2194

détaillé concernant la création d'un fonds spécial, en vue de l'octroi aux pays insuffisamment développés de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider, lorsqu'ils en feront la demande, à accélérer leur développement économique et à financer les projets non amortissables et d'une importance fondamentale pour leur développement économique;

1. Recommande aux gouvernements de donner, lorsqu'ils répondront au questionnaire du Secrétaire général relatif à la réforme agraire, des renseignements pertinents sur les incidences financières de leurs programmes de réforme agraire et de leurs projets de développement établis en vue d'assurer l'application de ces programmes, sur leur aptitude à financer ces programmes au moyen de capitaux nationaux et sur l'ampleur de l'assistance financière extérieure dont ils ont besoin, de façon que le Secrétaire général puisse rassembler, analyser et incorporer ces renseignements dans le rapport qu'il doit présenter au Conseil économique et social, aux termes du paragraphe 8 de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social, en date du 7 septembre 1951;

2. Invite le comité d'experts qui doit être constitué en application de la résolution 416 A (XIV) du Conseil économique et social à considérer, comme l'un des domaines principaux pour l'activité du fonds spécial que l'on envisage de créer en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme, le financement éventuel des programmes de réforme agraire et des projets de développement établis en vue d'assurer l'application de ces programmes.

4. 826 (IX) du 11 décembre 1954

L'Assemblée générale,

Vu les rapports du Secrétaire général intitulés "Progrès de la réforme agraire"<sup>1/</sup> et "Le progrès rural par l'action coopérative"<sup>2/</sup> ainsi que la résolution 512 C (XVII), section I, du Conseil économique et social relative à la réforme agraire, par laquelle le Conseil a demandé à l'Assemblée générale de continuer à s'intéresser à tous les aspects de la réforme agraire, en s'attachant particulièrement au pro-

<sup>1/</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente : 1954.II.B.3

<sup>2/</sup> Ibid., numéro de vente : 1954.II.B.2

blème du financement,

Considérant que l'amélioration de la structure agraire qui, dans certains pays sous-développés, constitue un obstacle au développement économique, ainsi que les autres réformes mentionnées dans les résolutions 401 (V), 524 (VI) et 625 (VII) de l'Assemblée générale et dans les résolutions 370 (XIII) et 512 C (XVII) du Conseil économique et social, non seulement aideraient à favoriser le progrès social et à élever le niveau de vie, mais encore tendraient à stimuler la production agricole et le développement économique général par l'application d'une méthode d'ensemble dans l'oeuvre de développement,

Vu le rôle important que jouent les programmes de réforme agraire visant à améliorer progressivement le sort de la population rurale et les systèmes de tenure des terres et, le cas échéant, à permettre au plus grand nombre possible de paysans des pays et territoires sous-développés de devenir plus facilement propriétaires,

Considérant que la réalisation effective des programmes de réforme agraire dans ces pays dépend, en grande partie, de la jouissance de droits égaux dans les domaines économique, social et politique, y compris le droit d'obtenir une part équitable des avantages offerts par les services publics,

1. Recommande au Etats Membres de prendre, lorsqu'il conviendra, des mesures de réforme agraire qui permettent notamment au plus grand nombre possible de paysans de devenir propriétaires et d'orienter leur politique fiscale et leur politique d'investissement en vue de l'accroissement des superficies cultivées et de l'amélioration des méthodes de production agricole;

2. Recommande aux Etats Membres qui mettent en oeuvre des programmes de réforme agraire au cours de leur développement économique, d'observer le principe d'un traitement équitable dans les domaines économique, politique et social, afin d'améliorer le sort de la population rurale; de respecter la liberté de former des associations agricoles; de favoriser le bien-être général en prenant notamment des mesures propres à donner aux

ouvriers agricoles la possibilité d'obtenir une rémunération suffisante; et de respecter les institutions des populations autochtones dans la mesure où elles sont compatibles avec le progrès économique et social et les techniques modernes;

3. Fait siennes les recommandations que le Conseil économique et social a formulées dans sa résolution 512 C (XVII), section II concernant la formation et le développement des coopératives;

4. Fait également sienne la recommandation que le Conseil économique et social a formulée dans sa résolution 512 C (XVII), section I, selon laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement devrait examiner avec bienveillance les demandes de prêts que les pays sous-développés présentent en vue de l'exécution de programmes de développement qui visent à leur permettre de réaliser leurs projets de réforme agraire et, notamment, les projets destinés à mettre de nouvelles terres en culture, et invite la Banque à envisager, dans la mesure compatible avec son équilibre financier, de consentir ces prêts moyennant des conditions d'intérêt et d'amortissement qui imposent aux pays emprunteurs les charges minimums;

5. Marque son appui aux Etats Membres qui mettent actuellement en oeuvre des mesures de réforme agraire en conformité des résolutions de l'Assemblée générale et exprime l'espoir que, conformément aux recommandations du Conseil économique et social, une haute priorité sera accordée aux demandes d'assistance technique que l'Organisation des Nations Unies reçoit en vue de l'étude et de la mise en oeuvre de programmes de réforme agraire;

6. Prie le Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres institutions spécialisées intéressées, en consultation avec le Secrétaire général, d'examiner quels sont les meilleurs moyens de poursuivre la mise en oeuvre de la résolution 512 C (XVII) du Conseil économique et social.

5. 1426 (XIV) du 5 décembre 1959

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 401 (V) du 20 novembre 1950, 524 (VI) du 12 janvier 1952, 625 A (VII) du 21 décembre 1952 et 826 (IX) du 11 décembre 1954, ainsi que les résolutions 370 (XIII), 512 C (XVII), 649 B (XXIII) et 712 (XXVII) du Conseil économique et social, en date des 7 septembre 1951, 30 avril 1954, 2 mai 1957 et 17 avril 1959, relatives à la réforme agraire,

Reconnaissant l'importance que présente pour certains pays sous-développés la transformation de leur structure agraire pour les fins suivantes :

- a) améliorer la répartition des terres, la combinaison des facteurs de production, la mobilité de la main-d'oeuvre et les niveaux techniques de la population rurale, afin d'élever la productivité agricole,
- b) Assurer une meilleure répartition du revenu agricole et élever les niveaux de consommation et d'épargne des paysans,
- c) Créer un marché national de plus en plus vaste pour divers produits industriels et agricoles,
- d) Instaurer les conditions nécessaires au développement industriel, à la diversification de l'agriculture et à l'intégration équilibrée des secteurs industriel et agricole,

Notant qu'un certain nombre de pays sont en train de réaliser divers programmes de réforme agraire visant à atteindre les objectifs susmentionnés,

Rappelant en outre le paragraphe 3 de la résolution 712 (XXVII) du Conseil économique et social, dans lequel le Conseil a prié le Secrétaire général d'établir le rapport sur l'évolution de la réforme agraire dont il doit être saisi en 1962 en suivant les grandes lignes de l'aperçu préliminaire qui figure au paragraphe 57 du rapport soumis à sa vingt-septième session 1/, compte tenu des sources d'information énumérées aux paragraphes 59 et 60 de ce rapport et des avis que les Etats Membres pourraient exprimer devant le Conseil et l'Assemblée générale,

1. Déclare qu'elle continuera de soutenir les programmes de réforme agraire que les Etats Membres mettent en oeuvre, conformément à la Charte

1/ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-septième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document E/3208.

des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social;

2. Prie le Secrétaire général, agissant en consultation avec les commissions économiques régionales, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres organismes et institutions des Nations Unies, ainsi qu'avec les gouvernements des Etats Membres :

- a) D'examiner les méthodes qui permettraient le mieux à l'Organisation des Nations Unies de continuer d'apporter un appui toujours plus efficace aux programmes de réforme agraire mis en oeuvre par les Etats Membres;
- b) De rendre compte au Conseil économique et social en 1962 des possibilités de renforcer cet appui, en communiquant notamment dans son rapport les observations et analyses pertinentes, et prie le Conseil de présenter à son tour un rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-septième session;

3. Recommande à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'accorder une attention nouvelle à ces programmes, en conformité du paragraphe 4 de la résolution 826 (IX) de l'Assemblée générale;

4. Attire l'attention des Etats Membres sur la possibilité de demander une assistance technique pour l'exécution de leurs programmes de réforme agraire, et réitère l'espoir que, conformément au paragraphe 5 de la résolution 826 (IX), une haute priorité sera accordée aux demandes d'assistance technique que l'Organisation des Nations Unies reçoit en vue de l'étude et de la mise en oeuvre de programmes de réforme agraire;

5. Exprime l'espoir que le Fonds spécial, ainsi que les nouveaux organismes qui pourront être créés par l'Organisation des Nations Unies ou ses institutions, apporteront, conformément à l'esprit de la présente résolution et des résolutions antérieures sur le même sujet et dans les conditions les plus favorables compatibles avec leurs ressources, toute l'aide possible aux projets qui ont trait à l'exécution de programmes de réforme agraire par les Etats membres de ces organismes;

6. Prie également la Secrétaire général, agissant en consultation avec les gouvernements des Etats Membres et les organismes susmentionnés, d'analyser, d'après les rapports présentés par les Etats Membres, les résultats

des programmes de réforme agraire dans les pays sous-développés ainsi que l'influence de ces programmes sur le développement économique de ces pays, et de faire rapport au Conseil économique et social en 1962 et à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session, en suivant les grandes lignes de l'aperçu préliminaire visé dans la résolution 712 (XXVII) du Conseil et en formulant les recommandations et observations pertinentes.

6. 1526 (XV) du 15 décembre 1960.

L'Assemblée générale,

Considérant que la réforme agraire est souvent l'un des éléments indispensables du développement général de la productivité dans l'agriculture et que les nécessités qu'elle implique et les obstacles qu'elle rencontre continuent à gêner gravement le développement économique de nombreux pays sous-développés<sup>1/</sup> sans que l'on ait pu apporter les remèdes qui s'imposent,

Persuadée que les rapports que le Secrétaire général a soumis à l'examen du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, conformément aux résolutions 401 (V), 524 (VI), 625 A (VII) et 826 (IX) de l'Assemblée, en date des 20 novembre 1950, 12 janvier 1952 et 11 décembre 1954, et aux résolutions 370 (XIII), 512 C (XVII) et 649 B (XXIII) du Conseil, en date des 7 septembre 1951, 30 avril 1954 et 2 mai 1957, ont fourni des renseignements précieux sur la réforme agraire mais sont loin de montrer que la question de la réforme agraire a été réglée, que ce soit du point de vue du développement économique et du bien-être social ou de celui de la meilleure utilisation des ressources,

Reconnaissant l'utilité d'études concernant les obstacles qui empêchent ou rendent difficile l'application d'une réforme agraire,

1. Recommande au Secrétaire général de continuer, en coopération avec le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les chefs des autres institutions spécialisées intéressées, d'étudier les progrès accomplis par les pays qui ont mis ou qui

<sup>1/</sup> Voir la réforme agraire : les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique (publication des Nations Unies, numéro de catalogue 51.II.B.3).

mettant en oeuvre des programmes de transformation de leur structure agraire, à la demande de ces pays, et de soumettre tous les trois ans à ce sujet, à l'examen du Conseil économique et social, un rapport analytique complet sur cette question -- dont le premier serait présenté en 1962 conformément à la résolution 1426 (XIV) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1959, et à la résolution 712 (XXVII) du Conseil économique et social, en date du 17 avril 1959 -- dans lequel il accorderait une attention spéciale à l'examen critique approfondi des problèmes de base que pose la réforme agraire dans les pays sous-développés, tels qu'ils sont mentionnés au paragraphe 55 du rapport présenté par le Secrétaire général en 1959<sup>1/</sup>

Recommande en outre qu'avant de présenter son rapport de 1962, le Secrétaire général informe l'Assemblée générale, à sa seizième session, des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la résolution 1426 (XIV) de l'Assemblée et de la résolution 712 (XXVII) du Conseil économique et social;

3. Invite le Secrétaire général, agissant en conformité de la présente résolution et après avoir dûment consulté, à leur demande, les gouvernements qui désirent mettre en oeuvre des programmes de réforme agraire, ainsi que le Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et les chefs des institutions spécialisées compétentes, à envisager la possibilité :

- a) D'entreprendre des études en vue de définir les facteurs démographiques, juridiques, sociaux, économiques ou autres facteurs importants qui peuvent entraver ou accélérer la transformation de la structure agraire et exercer, de ce fait, une influence sur l'application des recommandations contenues dans la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social;
- b) De faire des études par pays afin de déterminer de quelle manière le régime fiscal, financier et budgétaire et l'utilisation actuelle de la terre peuvent entraver ou accélérer l'exécution de programmes nationaux de réforme agraire dans les pays sous-développés;

---

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-septième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document E/3208.

c) D'évaluer le rôle des sociétés coopératives et des établissements de crédit comme moyen de favoriser les programmes de transformation de la structure agraire;

4. Estime que la question de la réforme agraire, vu son importance pour le développement économique des pays sous-développés, doit continuer à être examinée par le Conseil économique et social en coopération avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et les institutions spécialisées compétentes;

5. Réitère l'espoir, exprimé dans sa résolution 1426 (XIV), que les organismes existants d'assistance technique et financière des Nations Unies et les nouveaux organismes qui pourraient être créés sous leurs auspices accorderont toute l'aide possible et un rang de priorité élevé aux projets qui ont trait à l'exécution de programmes de réforme agraire.

ANNEXE 2

Résolutions du Conseil économique et social sur la Réforme agraire

1. 370 (XIII) du 7 septembre 1951<sup>1/</sup>

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport préparé, suite à la résolution 401 (V) de l'Assemblée générale, par le Secrétaire général en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique<sup>2/</sup>, le rapport de la Commission des questions économiques, de l'emploi et du développement économique (sixième session)<sup>3/</sup> où est soulignée la nécessité d'une réforme agraire pour faciliter le développement économique, et le rapport du Conseil de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture<sup>4/</sup>,

Prenant acte du travail accompli par l'Organisation internationale du Travail en ce qui concerne la main-d'oeuvre agricole et de ce qu'une étude sur le développement de l'économie rurale dans les territoires sous tutelle a été entreprise par le Conseil de tutelle.

Considérant l'importance que présente l'amélioration de la condition des travailleurs agricoles, fermiers et petits et moyens agriculteurs pour le développement économique, le relèvement des niveaux de vie, le respect de la dignité et de la liberté de l'homme, et la stabilité sociale et politique,

<sup>1/</sup> Voir la 541ème séance du Conseil.

<sup>2/</sup> Voir le document E/2003

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, Treizième session, Supplément N° 2.

<sup>4/</sup> Voir Rapport du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, douzième session, 11-23 juin 1951, Rome, Italie.

Considérant en outre les conclusions essentielles du rapport du Secrétaire général, à savoir :

- a) Qu'en raison de la grande diversité des conditions existant dans les territoires insuffisamment développés des diverses parties du monde, l'on ne peut s'attendre qu'aucune mesure spéciale ou aucun ensemble donné de mesures spéciales puisse répondre à toutes les situations, et
- b) Qu'il convient que toutes les mesures prises pour améliorer le régime agraire soient rattachées à des plans généraux de développement économique,

Reconnaissant que des mesures appropriées de réforme agraire destinées à améliorer la situation des populations rurales et à augmenter la production agricole doivent, dans de nombreux pays, être considérées comme constituant un élément indispensable à la mise en oeuvre efficace de programmes généraux de développement économique,

Reconnaissant en outre que, spécialement dans les cas où le problème fondamental est celui d'un excédent de la population rurale relativement à la superficie cultivable, le problème exige la diversification des activités et la création d'industries, en conjonction avec les mesures recommandées ci-après,

1. Demande instamment à tous les gouvernements des pays dans lesquels se pose le problème de la structure agraire d'étudier le rapport du Secrétaire général afin de tenir pleinement compte de l'expérience acquise par d'autres pays dans l'exécution de leurs propres plans de développement économique;

2. Recommande aux gouvernements d'instituer des réformes agraires appropriées dans l'intérêt des agriculteurs sans terre ainsi que des petits et moyens cultivateurs;

3. Recommande en outre aux gouvernements de prendre celles de mesures suivantes qu'ils jugent appropriées aux circonstances existant dans leur pays :

- a) Mettre celui qui cultive le sol à l'abri de l'insécurité en ce qui concerne le droit qu'il a sur la terre pour qu'il soit encouragé à

améliorer la productivité de la terre et à en conserver les ressources et qu'il ait la possibilité de bénéficier d'une part équitable de sa production;

- b) Donner aux cultivateurs la possibilité de devenir propriétaires du sol;
- c) Favoriser la constitution des terres affermées en exploitations d'une superficie telle que le rendement en soit satisfaisant, soit en divisant les exploitations trop vastes, soit en remembrant des éléments épars, selon les cas, toutes les fois que ces mesures peuvent présenter pour la population des avantages économiques et sociaux;
- d) Instituer pour les terres non exploitées ou récemment asséchées ou défrichées un régime d'exploitation sûr et équitable qui permette notamment à l'exploitant d'acquérir la propriété de parcelles telles qu'une famille puisse y prospérer;
- e) Créer ou développer, sur le plan national et local, des instituts de crédit agricole donnant aux cultivateurs la possibilité d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables, et promulguer des lois ou prendre des décrets en vue d'aider à réduire l'endettement agricole;
- f) Promulguer et appliquer une législation empêchant que des fermages excessifs soient exigés pour les terres arables;
- g) Modifier leur régime fiscal et ses modalités d'application, afin de ne pas imposer à celui qui cultive le sol une part excessive du fardeau fiscal et des charges qui s'y rattachent;
- h) Encourager la création d'organisations coopératives de culture, de recherche des débouchés, de transformation des produits agricoles et d'achat de fournitures et d'outillage agricole;
- i) Encourager la diversification de la production agricole dans tous les cas où cela peut contribuer à élever le niveau de vie de la population agricole et non agricole;

- j) Prendre des mesures qui tendent à diversifier de façon rationnelle leur économie, de telle sorte que le développement de l'agriculture puisse se faire dans le cadre d'un programme d'ensemble de développement économique;
  - k) Encourager la création d'industries dans les régions rurales, et notamment d'entreprises coopératives, de petites industries et d'industries rurales et artisanales et, en particulier, d'industries utilisant comme matières premières les produits agricoles indigènes, et ainsi assurer à ces industries une place dans la vie économique du pays;
  - l) Construire ou étendre, soit par l'intermédiaire d'organisations coopératives, soit par d'autres moyens appropriés à la situation économique du pays, des usines ou des ateliers pour la construction, l'entretien, la réparation et le service des machines agricoles les plus indispensables, et des magasins de pièces de rechange;
  - m) Étendre et développer les programmes de lutte contre l'analphabétisme et les programmes d'instruction générale dans les régions rurales;
  - n) Faire en sorte que les recherches entreprises en matière d'agriculture par les services gouvernementaux ou par d'autres organismes aient toute l'ampleur nécessaire;
  - o) Créer ou développer des services en vue d'enseigner aux cultivateurs les aspects techniques et économiques de la vie agricole et rurale au moyen de méthodes comprenant notamment celle de la vulgarisation agricole et celle des fermes-modèles;
  - p) Améliorer la condition économique et sociale ainsi que le statut juridique des travailleurs agricoles salariés employés dans les plantations et autres grandes exploitations agricoles;
4. Recommande que les gouvernements de tous les Etats qui représentent des populations peu avancées du point de vue économique, et notamment ceux qui assurent l'administration de territoires non autonomes, non seulement prennent telles des mesures exposées ci-dessus qui pourraient être nécessaires,

mais veillent en outre à ce que les intérêts de ces populations soient pleinement protégés par les principes et la législation applicables en matière de transfert des terres;

5. Recommande que les institutions spécialisées, chacune dans son domaine respectif, et en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ne cessent d'étudier en coopération avec l'Organisation des Nations Unies la question de la réforme agraire, et accordent à ce problème une priorité de premier rang dans leurs programmes d'assistance technique, sans perdre de vue la résolution adoptée par le Comité de l'assistance technique<sup>1/</sup> à sa dix-neuvième séance et relative à la fourniture de produits et d'équipement, et en particulier :

- a) Mettent en relief l'urgence que présentent, dans de nombreuses régions, les mesures de réforme agraire;
- b) Examinent la possibilité d'accorder une priorité de premier rang au recrutement d'un personnel professionnel compétent chargé de conseiller les gouvernements en matière de réforme agraire et appellent l'attention des gouvernements des Etats Membres sur les méthodes qui ont été appliquées avec succès dans d'autres pays à la solution des problèmes de cet ordre;
- c) Fournissent notamment une aide aux gouvernements qui désirent adopter des mesures intérieures propres à contribuer à la réalisation de la réforme agraire, en ce qui concerne en particulier :
  - i) Le développement de la législation intéressant le régime foncier, le régime de la propriété foncière, les conditions de location, les problèmes relatifs à la question de la superficie et de l'organisation des biens-fonds, la répartition des terres appartenant à la collectivité et le financement d'une redistribution des terres;
  - ii) Le développement et l'extension du crédit agricole;

- iii) Le développement et l'extension des coopératives chargées d'assurer des services essentiels en matière d'agriculture, et, par exemple, les services du financement, de la recherche de débouchés, de la transformation des produits agricoles et de l'achat de matériel et de fournitures agricoles;
- iv) Le développement des services de vulgarisation agricole;
- v) La création d'industries rurales;
- vi) L'élaboration de programmes destinés à améliorer les conditions de travail dans l'agriculture et la stabilité de l'emploi de la main-d'oeuvre agricole;
- vii) Le développement de programmes de formation de maîtres et de guides pour l'enseignement des techniques d'éducation des masses, notamment dans les régions rurales;

6. Invite le Secrétaire général, agissant de concert avec les institutions spécialisées compétentes, à fournir aux gouvernements qui en font la demande une aide s'étendant aux domaines qui ne se trouvent dans le champ d'action d'aucune institution spécialisée, notamment aux mesures à prendre pour améliorer leur système fiscal, et en particulier aux mesures destinées à empêcher que des taxes, impôts ou autres droits inéquitables ne frappent celui qui cultive la terre.

7. Invite les institutions spécialisées intéressées, chacune pour le domaine d'activité qui lui est propre, à faire figurer dans leurs rapports annuels au Conseil des renseignements sur les travaux qu'elles auront effectués conformément aux recommandations énoncées au paragraphe 5 ci-dessus;

8. Invite le Secrétaire général à prendre périodiquement, et tous les trois ans au moins, de concert avec les institutions spécialisées intéressées, des dispositions en vue d'obtenir, au moyen d'un questionnaire commun adressé aux gouvernements, des indications sur les progrès réalisés en matière de réforme agraire, y compris la législation et les autres mesures adoptées et sur les obstacles s'opposant à l'adoption de ces mesures, ainsi que les suggestions que les gouvernements pourront formuler au sujet d'une action

internationale propre à favoriser les réformes agraires; invite en outre le Secrétaire général à analyser les renseignements reçus et à présenter des conclusions et des recommandations au Conseil;

9. Attire l'attention des gouvernements intéressés sur les possibilités qu'offre le système de la coopération volontaire et libre des exploitants pour répondre aux exigences du progrès économique et technique dans l'agriculture, tout en préservant les libertés et les droits de l'individu;

10. Invite le Secrétaire général, en coopération avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, et les autres institutions spécialisées compétentes, à préparer pour une prochaine session du Conseil un rapport analysant brièvement les expériences acquises dans divers pays en matière de coopération agricole et mettant en lumière les possibilités qu'offre à tous égards en ce domaine la formule coopérative; et

11. Recommande que l'Assemblée générale examine cette question de temps à autre afin que tous les gouvernements des Etats Membres aient la possibilité de participer à l'examen des faits nouveaux survenus dans ce domaine.

2. 512 C (XVII) du 30 avril 1954

Le Conseil économique et social,

Prenant acte du rapport intitulé Progrès de la réforme agraire<sup>1/</sup> préparé par le Secrétaire général en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation internationale du Travail, ainsi que des renseignements qu'il contient,

Prenant également acte de l'activité de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation internationale du Travail, ainsi que des autres institutions spécialisées dans le domaine de la réforme agraire,

<sup>1/</sup> Publication des Nations Unies, n° de vente : 1954. II.B.3

Constatant, d'autre part, que, si bon nombre de pays ont fait dans ce domaine de notables progrès, il y a encore besoin urgent de réformes de structures et de mesures de développement agricole conçues dans l'esprit des recommandations formulées dans la résolution 370 (XIII) du Conseil et dans la résolution 625 (VII) de l'Assemblée générale, et qu'il y a encore des occasions d'agir dans ce domaine, ainsi qu'il ressort des réponses faites par les gouvernements,

Considérant que la mise en oeuvre des recommandations de la résolution 370 (XIII) du Conseil et de la résolution 625 (VII) de l'Assemblée générale aiderait beaucoup à favoriser le progrès social et à élever le niveau de vie,

Considérant aussi que, dans de nombreux pays, on a entrepris l'exécution de plans et de programmes de développement économique qui exigent une méthode d'ensemble, d'appréciation détaillée, tant quantitative que qualitative, des résultats des mesures prises dans l'ordre économique, et aussi de grosses mises de fonds,

Reconnaissant que des renseignements sur l'expérience des divers pays dans leur réforme agraire nationale peuvent aider nombre d'autres pays à tracer leur plan d'action future dans ce domaine,

Reconnaissant en outre que, dans bien des cas, les programmes de développement qui doivent permettre de réaliser les projets de réforme agraire peuvent exiger d'importants capitaux pour leur financement,

1. Prie instamment les gouvernements de poursuivre leurs efforts en vue d'appliquer aussi diligemment que possible la résolution 370 (XIII) du Conseil et la résolution 625 (VII) de l'Assemblée générale;

2. Recommande que, conformément aux dispositions des résolutions 524 (VI) et 625 (VII) de l'Assemblée générale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement examine avec bienveillance les demandes de prêts que les pays sous-développés présentent en vue de l'exécution de programmes de développement qui visent à leur permettre de réaliser leurs projets de réforme agraire, notamment les projets destinés à mettre de nouvelles terres en culture, et invite ladite institution à envisager, dans

la mesure compatible avec son équilibre financier, de consentir des prêts de cette nature moyennant des conditions d'intérêt et d'amortissement qui imposent aux pays emprunteurs les charges minima;

3. Prie le Secrétaire général :

- a) De préparer, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation internationale du Travail, pour le présenter au Conseil à sa vingt-deuxième session, un rapport où seront indiqués les effets des mesures de réforme agraire déjà prises sur l'emploi et la production agricoles, la structure de la production dans l'économie rurale, le niveau de vie des populations rurales et le développement économique en général;
- b) De faire figurer, dans les rapports périodiques prévus au paragraphe 8 de la résolution 370 (XIII) du Conseil, des renseignements sur les travaux entrepris dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées;
- c) De coopérer, selon les besoins, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour maintenir et renforcer le centre de documentation sur les réformes agraires et la politique agraire, institué en vertu de la résolution n° 8<sup>1/</sup> de la sixième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

4. Recommande que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres institutions spécialisées intéressées prennent, de concert avec le Secrétaire général, d'autres mesures en vue :

- a) De créer des groupes de travail chargés d'étudier sur place des problèmes particuliers;
- b) D'organiser des conférences pour la mise en commun et l'échange de renseignements;

---

1/ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : Rapport de la sixième session de la Conférence, 19 novembre et 6 décembre 1951, p. 27.

5. Demande à l'Assemblée générale de continuer à s'intéresser à tous les aspects de la réforme agraire, en s'attachant particulièrement au problème du financement.

3. 649 B (XXIII) du 2 mai 1957

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le deuxième rapport sur le progrès de la réforme agraire<sup>1/</sup>, établi par le Secrétaire général avec le concours de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Tenant compte des avis exprimés sur divers aspects de la réforme agraire au cours de la discussion qu'il a consacré à cette question lors de sa vingt-troisième session,

Constatant d'après l'analyse des réponses au questionnaire envoyé par le Secrétaire général, laquelle figure dans le rapport susmentionné, que des progrès ont été accomplis dans de nombreux pays en ce qui concerne divers aspects de la réforme agraire,

Reconnaissant que, dans beaucoup de pays, la réalisation de nouveaux progrès vers une solution satisfaisante des problèmes que posent l'utilisation du sol, la propriété et le régime foncier présente de l'importance à la fois pour l'évolution sociale des populations rurales à faible revenu et pour le développement économique général,

1. Prie instamment les gouvernements de poursuivre leurs efforts pour mettre en œuvre les recommandations pertinentes énoncées dans les résolutions 370 (XIII) et 512 C I (XVII) du Conseil, en date des 7 septembre 1951 et 30 avril 1954, et dans les résolutions 625 A (VII) et 826 (IX) de l'Assemblée générale, en date des 21 décembre 1952 et 14 décembre 1954, propose que les gouvernements entreprennent des études spécialement consacrées à l'application des mesures de réforme agraire et à leur influence sur la production, les niveaux de vie et le développement économique et social, et appelle l'attention des gouvernements sur le fait que l'Organisation des Nations Unies

<sup>1/</sup> Progrès de la réforme agraire (E/2930). Publication des Nations Unies, n° de vente : 1956.II.B.3

et les institutions spécialisées peuvent leur fournir des conseils et une assistance techniques;

2. Invite le Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et les autres institutions spécialisées à accorder une attention particulière, dans les travaux qu'elles entreprennent selon leur compétence respective pour faire progresser la réforme agraire, aux activités consistant notamment à :

- a) Diffuser des renseignements sur l'expérience des différents pays en ce qui concerne les mesures nationales de réforme agraire;
- b) Organiser des cycles d'études et des cours de formation sur les problèmes de structure afin d'aider, dans les différents pays, à la mise en oeuvre d'une politique agraire bien comprise;
- c) Encourager, grâce à l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, la réalisation, dans les différents pays, de projets et d'études témoins appropriés;
- d) Ménager, tant sur le plan national que sur le plan international, la collaboration de diverses institutions aux recherches intéressant la réforme agraire;

3. Renouvelle la recommandation qu'il a faite à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'examiner avec bienveillance les demandes de prêts relatives à des projets de développement visant à réaliser des programmes de réforme agraire;

4. Prie le Secrétaire général de continuer à étudier l'évolution de la réforme agraire et de rédiger sur cette question, avec le concours des institutions spécialisées compétentes, un nouveau rapport destiné à être soumis au Conseil en 1962;

5. Prie le Secrétaire général de présenter au Conseil, à sa vingt-septième session, avec le concours des institutions spécialisées et compte tenu des attributions majeures de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans ce domaine, un rapport sur l'état des

travaux mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus, accompagné d'un aperçu préliminaire du rapport visé au paragraphe 4 ci-dessus qui exposerait les aspects particuliers de la réforme agraire auxquels ce rapport serait consacré et indiquerait la documentation qui pourrait être réunie pour la rédaction dudit rapport, ainsi que la nature et l'origine de la documentation complémentaire qui serait requise;

6. Décide que les paragraphes 4 et 5 ci-dessus annulent et remplacent le paragraphe 8 de la résolution 370 (XIII) du Conseil;

7. Invite les gouvernements à fournir au Secrétaire général et aux institutions spécialisées la documentation dont ils pourraient avoir besoin pour mettre en oeuvre la présente résolution.

4. 712 (XXVII) du 17 avril 1959. Développement économique des pays sous-développés: réforme agraire

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport sur l'état des travaux entrepris pour faire progresser la réforme agraire<sup>1/</sup> et notamment l'aperçu préliminaire du rapport qui doit être soumis au Conseil en 1962, que le Secrétaire général a préparé en application de la résolution 649 B (XXIII) du Conseil, en date du 2 mai 1957,

Rappelant ses résolutions 370 (XIII) du 7 septembre 1951, 512 CI (XVII) du 30 avril 1954 et 649 B (XXIII) du 2 mai 1957, ainsi que les résolutions 401 (V), 524 (VI), 625 A (VII) et 826 (IX) de l'Assemblée générale, en date des 20 novembre 1950, 12 janvier 1952, 21 décembre 1952 et 11 décembre 1954, relatives à la réforme agraire,

Notant avec satisfaction ce qui a été fait dans un certain nombre de pays pour donner suite aux résolutions susmentionnées,

Reconnaissant qu'il importe d'étudier de façon suivie les régimes fonciers et l'utilisation des terres,

---

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-septième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document E/3208.

1. Invite instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à continuer d'appliquer comme il convient les résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale relatives à la réforme agraire;
2. Félicite le Secrétaire général et les institutions spécialisées intéressées des travaux qu'ils ont entrepris pour faire progresser la réforme agraire, tels qu'ils sont brièvement exposés dans le rapport susmentionné;
3. Prie le Secrétaire général d'établir, en coopération avec les institutions spécialisées intéressées, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le rapport sur l'évolution de la réforme agraire dont le Conseil doit être saisi en 1962, en suivant les grandes lignes de l'aperçu préliminaire qui figure au paragraphe 57 du rapport soumis à la présente session<sup>1/</sup>, compte tenu des sources d'information énumérées aux paragraphes 59 et 60 de ce rapport et des avis que les Etats Membres pourraient exprimer devant le Conseil et l'Assemblée générale;
4. Invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à fournir au Secrétaire général et aux institutions spécialisées intéressées, sur leur demande, la documentation dont ils pourraient avoir besoin pour établir le rapport;
5. Recommande aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées d'envisager de créer, selon qu'il conviendra, des centres régionaux de recherche et de formation pour aider à étudier de façon suivie les régimes fonciers et l'utilisation des terres;
6. Invite l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres organisations internationales compétentes à coopérer aux travaux de ces centres avec les Etats membres intéressés.

---

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-septième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document E/3208

